

Décret n° 00439/PR fixant le mode de désignation ou d'élection des membres du Conseil d'Administration de l'Office National des Bois.

339

• JOURNAL OFFICIEL • DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

15 Avril

Le Président de la République, Chef du Gouvernement.

Vu la Loi n° 1/61 du 21 février 1961, portant constitution de la République Gabonaise et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret n° 221/PR du 3 février 1972 fixant la composition du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 57/71 du 2 octobre 1971 créant un OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON ;

Vu l'Ordonnance n° 30/72 du 11 avril 1972 complétant l'Ordonnance n° 57/71 du 2 octobre 1971 ;

La Cour Suprême consultée ;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les représentants de l'Etat au Conseil d'Administration de l'O.N.B.G. sont :

- Le Ministre des Eaux et Forêts, Ministre de tutelle ;
- Le Ministre des Finances ;
- Le Ministre de l'Economie Nationale ;
- Le Haut-Commissaire chargé des relations avec l'O.N.B.G.

Art. 2. — Les quatre représentants des producteurs sont élus par les particuliers et les représentants dûment mandatés des sociétés titulaires de titres d'exploitation produisant des bois placés sous le monopole de l'OFFICE, à l'exclusion de titulaires de coupes de pieds d'arbres.

Art. 3. — Les producteurs ayant la qualité d'électeurs sont répartis dans deux catégories : celle des producteurs gabonais et celle des autres producteurs. Chacune d'elle élit deux représentants.

Art. 4. — Le vote est ouvert à 9 heures à la date fixée par le Ministre des Eaux et Forêts, dans les inspections ou postes de contrôle forestiers du Gabon où la liste des électeurs par catégorie, et le nom des candidats également par catégorie, sont affichés quinze jours avant le jour du vote.

Art. 5. — Est votant et est éligible tout producteur tel que prévu à l'article 2 ci-dessus et titulaire d'un potentiel fixé par la Commission des Potentiels, instituée par le Décret n° 00436 du 11 avril 1972.

Le vote a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Art. 6. — Chaque électeur de la catégorie « producteur gabonais » dispose d'une voix pour chaque tranche de 500 tonnes ou potentiel qui lui a été attribuée au cours de la dernière réunion de la Commission des potentiels. La fraction de 500 tonnes qui reste après le calcul du nombre des voix donne lieu à l'attribution d'une voix supplémentaire.

Art. 7. — Chaque électeur de la catégorie « autres producteurs » dispose d'une voix pour chaque tranche de 2.000 tonnes du potentiel qui lui a été attribuée au cours de la dernière réunion de la Commission des Potentiels. La fraction de 2.000 tonnes qui reste après le calcul du nombre des voix donne lieu à l'attribution d'une voix supplémentaire.

Art. 8. — Les listes électorales sont dressées et candidatures enregistrées par le Ministre des Eaux et Forêts quinze jours avant la date d'affichage prévue par l'Arrêté dudit Ministre convoquant les électeurs. Elles peuvent, les unes et les autres, être contestées par observations écrites si elles ne répondent pas aux critères définis par le présent texte. Les contestations sont recevables par le Ministre des Eaux et Forêts jusqu'à quinze jours francs avant la date fixée pour l'ouverture du scrutin. Il décide s'il y a lieu d'en tenir compte. Pendant ce délai, les listes électorales et les candidatures sont soumises aux inspections et postes de contrôle forestiers et sont définitives.

Les listes électorales et les candidatures définitives ainsi que les résultats des élections, sont publiés dans les bulletins professionnels et le bulletin de la Chambre de Commerce du Gabon.

Art. 9. — En même temps que l'Arrêté organisant les élections qu'il adresse à chaque producteur réputé électeur ou éligible, le Ministre des Eaux et Forêts parvient à l'intéressé une carte électorale qui porte son nom ou la raison sociale de l'entreprise, la catégorie à laquelle il appartient et le nombre de voix dont il dispose. Dans le cas d'une Société, le responsable au Gabon de cette Société indiquera sur la carte le lieu du votant. Les électeurs se présentent au bureau de vote de leur choix.

Art. 10. — Chaque électeur au moyen d'un endossement sur la carte électorale peut désigner un procurataire pour voter en son lieu et place et qui obligatoirement doit satisfaire aux dispositions prévues par l'article 2 ci-dessus.

Art. 11. — Le bureau de vote est constitué par un premier électeur qui se présente et qui en devient le président et un fonctionnaire des Eaux et Forêts qui en est le Secrétaire.

L'électeur ou son procurataire après avoir justifié son identité, présente sa carte électorale. Le Président du bureau de vote lui remet un nombre d'enveloppes correspondant au nombre de voix qui lui sont attribuées et qui figurent sur la carte. Les bulletins de vote, portant simplement la mention « Election au Conseil d'Administration de l'OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON » sont à la disposition des votants dans un local isolé. Le votant y inscrit les noms de quatre candidats de son choix (deux titulaires et deux suppléants) sans aucune autre indication ou observation. Il remet ensuite un bulletin dans chaque enveloppe, sans aucune inscription sur l'enveloppe. Mention du nombre d'enveloppes remises dans l'urne par l'électeur est fait sur le bulletin de vote. Le regard de son nom sur la liste électorale qu'il emporte.

Les enveloppes et les bulletins sont du même modèle et sont préparés dans chaque bureau de vote et sont préparés par le Ministère des Eaux et Forêts.

Art. 12. — Le scrutin est clos à douze heures. Le Président et le Secrétaire du bureau de vote rédigent et signeront dès la clôture un procès-verbal relatant le déroulement des opérations, consigneront les réclamations s'il y a lieu, et adresseront par poste un pli scellé contenant toutes les pièces, y compris le procès-verbal, au Ministre des Eaux et Forêts à LIBREVILLE avec la mention « Election au Conseil d'Administration de l'OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON ».

Le Secrétaire du bureau conservera par devers lui un exemplaire de la liste électorale émargée, et un exemplaire du procès-verbal qui feront foi en cas de perte du paquet.

Art. 13. — Lorsque les documents de tous les bureaux de vote sont parvenus au Ministère des Eaux et Forêts, le Ministre réunit la Commission des Potentiels. Le Président de celle-ci, entouré des membres, procède à l'ouverture des paquets et au dépouillement du scrutin.

Art. 14. — Après toutes les vérifications d'usage sur le nombre d'enveloppes et de bulletins, l'étude des observations et des réclamations présentées et leur prise en considération ou non, les suffrages sont totalisés sous chaque nom, et la Commission procède à l'affectation des sièges aux membres titulaires et suppléants conformément au nombre de voix obtenues.

A égalité de suffrages recueillis, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Les administrateurs et leurs suppléants au Conseil d'Administration de l'OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON sont élus pour TROIS ans.

Art. 15. — Le Ministre des Eaux et Forêts proclame les résultats qui sont publiés comme indiqué à l'article 8 ci-dessus.

Art. 16. — Dans le cas où un élu perdrait pour quelque cause que ce soit sa qualité d'électeur, son suppléant le remplace automatiquement dans ses fonctions.

Art. 17. — A titre transitoire et jusqu'à l'organisation du scrutin pour l'élection des administrateurs représentant les producteurs conformément aux dispositions du Décret, les représentants des producteurs du Gabon de l'ancien OFFICE DES BOIS DE L'AFRIQUE EQUATORIALE conservent leurs mandats au Conseil d'Administration de l'OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON.

Art. 18. — Sont abrogées toutes dispositions contraires, au présent Décret qui sera publié selon la procédure d'urgence.

Fait à Libreville, le 11 avril 1972.

Albert-Bernard BONGO.

*Le Ministre des Eaux et Forêts,*

R. LANDJI.

*Le Haut-Commissaire à la Présidence de la République, chargé de l'Office des Bois et des Relations Extérieures,*

M. ESSONGUE.